



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/465
16 octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
FRANÇAIS

Cinquante-deuxième session
Point 42 de l'ordre du jour

COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

Lettre datée du 18 septembre 1997, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Guinée-Bissau auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 42 de l'ordre du jour, les décisions adoptées par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa soixante-sixième session ordinaire, tenue à Harare du 28 au 31 mai 1997 (annexe I)* et les déclarations et décisions adoptées par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-troisième session ordinaire, tenue à Harare du 2 au 4 juin 1997 (annexe II)*.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent de la
République de Guinée-Bissau auprès
de l'Organisation des Nations Unies
et Président du Groupe africain
pour le mois de septembre

(Signé) Alfredo Lopes CABRAL

* Les annexes sont distribuées dans les langues dans lesquelles elles ont été soumises.



ANNEXE I

Décisions adoptées par le Conseil des ministres de l'Organisation
de l'unité africaine à sa soixante-sixième session ordinaire

TABLE DES MATIÈRES

| <u>Décision No</u> | <u>Titre</u> | <u>Page</u> |
|--------------------|---|-------------|
| CM/Dec.330 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation pour la période allant de février à mai 1997 | 6 |
| CM/Dec.331 (LXVI) | Rapport intérimaire du Secrétaire général sur les relations entre l'Union européenne et les pays ACP à la veille du XXIe siècle | 6 |
| CM/Dec.332 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur le Groupe de contact sur la dette extérieure de l'Afrique | 7 |
| CM/Dec.333 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la septième foire commerciale panafricaine | 7 |
| CM/Dec.334 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique | 8 |
| CM/Dec.335 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la vingtième session ordinaire de la Commission du travail et des affaires sociales | 9 |
| CM/Dec.336 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la Conférence panafricaine sur l'environnement et le développement, Ouagadougou, mars 1997 | 10 |
| CM/Dec.337 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre de la plate-forme d'action africaine : femmes, paix et développement | 12 |
| CM/Dec.338 (LXVI) | Assistance au Centre africain de développement des engrais (CADA) | 13 |
| CM/Dec.339 (LXVI) | Forum africain sur la santé reproductive des adolescents | 14 |
| CM/Dec.340 (LXVI) | Soutien et encouragements de l'Afrique aux Nations Unies et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 14 |
| CM/Dec.341 (LXVI) | Soutien de l'OUA à l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique | 15 |
| CM/Dec.342 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la situation financière de l'Organisation | 15 |

TABLE DES MATIÈRES (suite)

| <u>Décision No</u> | <u>Titre</u> | <u>Page</u> |
|--------------------|---|-------------|
| CM/Dec.343 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la huitième session du Comité des contributions | 16 |
| CM/Dec.344 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la coopération afro-arabe | 16 |
| CM/Dec.345 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur le Fonds spécial d'assistance d'urgence pour la lutte contre la sécheresse et la famine en Afrique | 17 |
| CM/Dec.346 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la demande du statut d'observateur auprès de l'OUA introduite par l'Union des producteurs et distributeurs d'électricité en Afrique (UPDEA) | 18 |
| CM/Dec.347 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur l'Accord de coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) | 18 |
| CM/Dec.348 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur le projet de protocole relatif à la création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples | 18 |
| CM/Dec.349 (LXVI) | Décision relative à la candidature africaine au poste de directeur général de l'ONUDI | 19 |
| CM/Dec.350 (LXVI) | Décision relative à la candidature africaine au poste de secrétaire général de l'UIT | 19 |
| CM/Dec.351 (LXVI) | Décision relative à la candidature africaine au poste de directeur général de l'OMS | 20 |
| CM/Dec.352 (LXVI) | Décision relative à la rationalisation des travaux du Conseil | 20 |
| CM/Dec.353 (LXVI) | Situation dans la région des Grands Lacs : République du Congo | 21 |
| CM/Dec.354 (LXVI) | Burundi | 22 |
| CM/Dec.355 (LXVI) | Libéria | 23 |
| CM/Dec.356 (LXVI) | Sierra Leone | 24 |
| CM/Dec.357 (LXVI) | Somalie | 25 |
| CM/Dec.358 (LXVI) | Angola | 26 |

TABLE DES MATIÈRES (suite)

| <u>Décision No</u> | <u>Titre</u> | <u>Page</u> |
|--------------------|--|-------------|
| CM/Dec.359 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la question de Palestine | 27 |
| CM/Dec.360 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la situation au Moyen-Orient | 29 |
| CM/Dec.361 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la levée des mesures économiques injustes contre la Jamahiriya arabe libyenne | 30 |
| CM/Dec.362 (LXVI) | Rapport de la Commission des Vingt de l'OUA sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique | 31 |
| CM/Dec.363 (LXVI) | Rapport du Secrétaire général sur la question des mines antipersonnel et les efforts faits au niveau international pour parvenir à une interdiction totale | 33 |

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni en sa soixante-sixième session ordinaire du 28 au 31 mai 1997 à Harare, Zimbabwe,

Ayant examiné le rapport de la réunion préparatoire du Comité des Ambassadeurs et autres Plénipotentiaires,

Ayant également examiné la situation économique, politique et sociale en Afrique, et

Ayant en outre examiné les questions financières, administratives et juridiques de l'Organisation, adopte les décisions et recommandations suivantes:

CM/Dec. 330 (LXVI) **Rapport du Secrétaire Général sur les Activités de l'Organisation pour la période allant de Février à Mai 1997**

1. **Rapport sur les activités du Secrétariat Général :
CM/2000(LXVI) Part.I.**
2. **Rapport sur les activités des bureaux régionaux et sous-régionaux:
CM/2000 (LXVI)Part.II.**

Le Conseil PREND NOTE des deux rapports.

QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

CM/Dec. 331 (LXVI) **Rapport Intérimaire du Secrétaire Général sur les Relations entre l'Union Européenne et les Pays ACP à la veille du 21ème siècle:**
Doc. CM/2010 (LXVI)

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport;
- b) **PREND EGALEMENT NOTE** des réunions préparatoires prévues qui permettront de renforcer la position des ACP au cours des négociations sur l'arrangement devant succéder à Lomé IV;
- c) **EXHORTE** les négociateurs africains à maintenir l'unité et la solidarité avec les autres membres du groupe ACP, tout en préservant les intérêts de l'Afrique;
- d) **EXHORTE** tous les Etats membres et les Communautés économiques régionales à participer activement à la réunion préparatoire africaine prévue du 1er au 3 juillet 1997 à Addis Abéba;
- e) **DEMANDE** au Secrétaire Général de continuer à apporter appui et assistance aux délégations africaines pendant toute la durée des négociations, en particulier durant le premier Sommet des ACP à Libreville, Gabon;

- f) **DEMANDE EN OUTRE** au Secrétaire Général de suivre de près l'évolution du processus des négociations, de continuer à jouer un rôle actif dans la formulation des positions des ACP dans les négociations et d'en faire rapport à la 68ème session ordinaire du Conseil.

CM/Dec. 332 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur le Groupe de Contact sur la Dette Extérieure de l'Afrique - Doc.CM/2011 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du rapport;
- b) **ENTERINE** le programme de travail en vue de la convocation de la première réunion des Ambassadeurs des Etats membres du Groupe de contact élargi et des réunions subséquentes;
- c) **DECIDE** que la réunion des experts des Ministères des Finances des Etats membres de l'OUA soit convoquée entre septembre et novembre 1997;
- d) **DEMANDE** au Secrétaire Général d'en faire rapport à la prochaine session du Conseil.

CM/Dec.333 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Septième Foire Commerciale Panafricaine
Doc.CM/2012 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du rapport;
- b) **EXPRIME** son appréciation au Gouvernement et au peuple de la République Fédérale du Nigéria, pour avoir abrité la Foire;
- c) **REAFFIRME** sa résolution CM/Res.1458 (LXVIII) adoptée au Caire, Egypte du 21 au 25 juin 1993 laquelle stipulait :
 - i) Que la Foire Commerciale Panafricaine se tienne à Abidjan, Côte d'Ivoire, en l'an 2000;
 - ii) Que la neuvième Foire Panafricaine se tienne à Dakar, Sénégal en l'an 2004.

CM/Dec.334 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (CITDA II): Doc. CM/2021 (LXVI)

Le Conseil:

- a) **SE FELICITE** de l'initiative des co-organisateurs de la CITDA à savoir le Gouvernement du Japon, les Nations Unies, la Coalition Mondiale pour l'Afrique, de tenir la deuxième CITDA en 1998 et les réunions préparatoires en 1997, à TOKYO;
- b) **EXPRIME** la ferme détermination des pays africains à parvenir, lors de la CITDA II, à des résultats orientés vers l'action, soutenus par un plan d'action concret en vue de promouvoir davantage le développement de l'Afrique dans un esprit typiquement africain et de partenariat global;
- c) **INVITE INSTAMMENT** la CITDA II à adopter un programme d'Action qui pourrait servir de cadre directeur pour la coopération entre l'Afrique et la Communauté Internationale;
- d) **LANCE UN APPEL** à la Communauté Internationale pour qu'elle continue d'appuyer fermement le processus de la CITDA II et d'y participer activement;
- e) **DEMANDE** aux Etats membres de prendre les dispositions nécessaires en vue de préparer convenablement la CITDA II et d'organiser, à cet effet, une réunion préparatoire africaine;
- f) **DEMANDE EN OUTRE** aux co-organisateurs de la CITDA II d'impliquer tous les pays africains au processus préparatoire de la CITDA II.
- g) **DECIDE EGALEMENT** que tous les Etats membres de l'OUA participent à la CITDA II, contrairement à la CITDA I à laquelle certains pays africains n'ont pas été invités et **DEMANDE** au Secrétariat d'entreprendre les consultations nécessaires à cet effet, avec les coorganisateurs de la CITDA II.

CM/Dec. 335 (LXVI)

**Rapport du Secrétaire Général sur la Vingtème Session
Ordinaire de la Commission du Travail et des Affaires
Sociales
(Doc. CM/2014 (LXVI))**

Le Conseil:

- a) **ADOpte** le Rapport de la 20ème Session de la Commission du Travail et des Affaires Sociales;
- b) **ADOpte EGALEMENT** le Rapport et les recommandations y compris les recommandations thématiques du séminaire d'Arusha sur la protection de l'enfant et l'abolition du travail des enfants.
- c) **ADOpte** les conclusions du Séminaire d'Arusha comme Position Africaine Commune sur le Travail des Enfants pour la prochaine Conférence Internationale sur le Travail des enfants prévue à Oslo en octobre 1997 et **DEMANDE** au BIT, à l'UNICEF, à l'OMS et au Secrétariat de l'OUA d'entreprendre une étude approfondie sur les problèmes de la Protection de l'Enfant et du Travail des enfants, aux niveaux national, sous-régional, régional et continental.
- d) **DEMANDE** au BIT d'aider le Secrétariat de l'OUA à renforcer, à promouvoir et à mettre en oeuvre, en coopération avec la CPE et l'OUSA, le principe du tripartisme, au sein de la Commission du Travail et des Affaires Sociales de l'OUA, d'aider le Secrétariat de l'OUA à organiser de façon efficace les sessions de la Commission du Travail et des Affaires Sociales; et de coopérer avec le Secrétariat de l'OUA dans l'élaboration d'une stratégie globale pour l'emploi devant être soumise pour examen à la Commission du Travail et des Affaires sociales.
- e) **REITERE** qu'il est important d'accroître la productivité et de créer une culture de la productivité en Afrique; **DEMANDE** aux Secrétariats de l'OUA, de l'APAP, en collaboration avec le BIT, la CPE et l'OAT de convoquer une réunion tripartite qui serait exclusivement consacrée à la promotion de la productivité en Afrique; et **LANCE** un appel aux Etats membres, pour qu'ils se fassent effectivement représenter au Séminaire Panafricain sur l'Ethique du Travail et le Leadership en Afrique qui se tiendra en juillet 1997 à Accra, Ghana.

- f) **INVITE** les Etats membres à associer les jeunes à travers le MPJ à la formulation et à la mise en oeuvre des plans et programmes nationaux, régionaux et continentaux pour le développement socio-économique.
- g) **LANCE** un appel aux Etats membres, en association avec toutes les composantes du Mouvement Africain des sports, pour qu'ils examinent la question de la migration des athlètes africains en vue du financement de la participation de ces athlètes aux Championnats et Jeux Africains par leurs pays respectifs, comme c'est le cas pour le football.
- h) **ENCOURAGE** le Secrétariat de l'OUA, le PNUCID, l'OMS, l'UNICEF et autres organisations concernées à renforcer leur coopération et à créer au sein du Secrétariat de l'OUA, un Mécanisme pour la lutte contre la Drogue, qui serait chargé de suivre la mise en oeuvre du Plan d'Action sur le contrôle et l'abus de la Drogue dans les Etats membres.

CM/Dec.336 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Conférence Panafricaine sur l'Environnement et le Développement Ouagadougou, Mars 1997
Doc. CM/2015 (LXVI)

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du Rapport;
- b) **DEMANDE** au Secrétaire Général de continuer à entreprendre la préparation de l'Afrique :
 - i) Pour la 19ème Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies prévue à New York du 23 au 27 juin 1997 et consacrée à l'évaluation globale des résultats de la Conférence de Rio de Janeiro tenue en 1992 sur l'Environnement et le Développement;
 - ii) A la première Conférence des Etats parties à la Convention sur la désertification prévue à Rome du 29 septembre au 10 octobre 1997, et de lancer un appel aux Etats membres pour qu'ils prennent une part active aux deux réunions.

- c) **LANCE UN APPEL** aux Etats Africains qui ne l'ont pas encore fait de finaliser le processus de ratification de la Convention sur la Lutte contre la Désertification dans les délais leur permettant de participer pleinement à la Première Conférence des Parties à cette Convention prévue à Rome du 29 septembre au 10 octobre 1997;
- d) **DEMANDE** en outre au Secrétaire Général, conformément aux dispositions de la décision CM/Dec.324 (LXV) adoptée à Tripoli en février 1997, de coopérer avec le PNUE, la CEA et les autres partenaires pour qu'ils appuient les Etats membres dans l'élaboration d'un Programme Régional d'Action Africain et dans la mise en place de mécanismes de financement adéquats de ce programme régional;
- e) **DEMANDE EGALEMENT** au Secrétaire Général de commencer à initier un lien de coopération entre le Fonds spécial de Secours d'Urgence de l'OUA sur la Sécheresse et la Famine en Afrique et les mécanismes financiers de mise en oeuvre de la Convention sur la Désertification;
- f) **INVITE** les Etats membres à adopter une position commune avant l'Evaluation à mi-parcours du Programme - Action 21 prévue du 23 au 27 juin 1997 à New York;
- g) **INVITE** l'OUA, le Bureau Régional du PNUE pour l'Afrique, la CEA et les autres partenaires pour qu'ils appuient le Groupe Africain à préparer un Aide-mémoire sur le suivi en Afrique des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement tels que contenus dans le Programme Action 21 adopté à Rio de Janeiro;
- h) **REITERE SON SOUTIEN** au PNUE comme le Forum approprié pour traiter, de manière intégrée, les questions relatives à l'environnement en Afrique et dans le Monde et **DEMANDE** à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition de cette institution pour lui permettre de continuer à jouer son rôle de coordination et d'analyse que lui confère son mandat, et ce, conformément à la Déclaration de Nairobi adoptée en février 1997 par la 19ème Session du Conseil d'Administration du PNUE sur le Rôle et le Mandat de cette Institution et à l'appui apporté par les Ministres des pays Non-Alignés à New Delhi en Avril 1997.

CM/Dec.337 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Mise en oeuvre de la Plate-forme d'Action Africaine: Femmes, Paix et Développement (Doc. CM/2016 (LXVI))

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport ainsi que de la Déclaration de Kigali sur la Paix, la Guerre, le Développement et du Plan d'Action pour les zones touchées par les conflits;
- b) **RAPPELLE** l'approbation, par le Sommet, du Plan d'Action de Kampala en 1994 et de la Plate Forme d'Action Africaine en 1995, ainsi que du principe de la création d'un mécanisme concret pour faciliter la participation des femmes au processus de paix;
- c) **APPROUVE** la création d'un Comité des femmes africaines pour la paix tel que proposé par le Forum des Femmes Leaders pour la Paix à Johannesburg, Afrique du Sud en Novembre 1996;
- d) **DEMANDE** au Secrétaire Général de l'OUA de préparer de toute urgence, en collaboration avec l'Organe Central de l'OUA au niveau des Ambassadeurs, et de faciliter le fonctionnement de ce Comité et de lui accorder tout l'appui nécessaire afin de lancer ses activités et garantir son bon fonctionnement;
- e) **RECONNAIT** le rôle important et la contribution des femmes dans la promotion de la culture de la paix; et à cette fin, **LANCE UN APPEL** aux Etats membres et au Secrétariat Général de l'OUA et aux autres organisations concernées, telle que l'UNESCO, pour qu'ils encouragent et diffusent la culture de la paix et de la tolérance dans tous les secteurs de la société africaine;
- f) **LANCE UN APPEL** aux Etats membres pour qu'ils entreprennent des actions concrètes en vue d'assurer le suivi du Sommet Mondial sur le micro-crédit et promouvoir le renforcement du pouvoir économique des femmes en adoptant des systèmes de micro-crédit adaptés à leur contexte spécifique.
- g) **INVITE** le Secrétaire Général de l'OUA à demander aux Etats membres d'adresser régulièrement à l'OUA des rapports sur la mise en oeuvre de la Plate Forme d'Action Africaine;

- h) **DEMANDE** au Secrétaire Général de l'OUA, en coopération avec le Secrétaire Exécutif de la CEA et d'autres organisations internationales concernées, de convoquer, sur une base régulière, la Conférence panafricaine des Ministres chargés de la condition féminine en vue de coordonner et de prendre en compte les questions et préoccupations des femmes dans les domaines de développement sur le continent en vue de la mise en oeuvre efficace des Plate-Formes d'Action Africaine et Mondiale;
- i) **DEMANDE** au Secrétaire Général de soumettre un rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de la présente décision à la soixante-septième session du Conseil.

CM/Dec.338 (LXVI)

Assistance au Centre Africain de Développement des Engrais (CADA)
Doc. CM/1999 (LXVI) Add.2

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du Rapport;
- b) **EXHORTE** les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier et/ou adhérer à la Convention établissant le Centre Africain de Développement des Engrais;
- c) **LANCE UN APPEL** aux Etats membres pour qu'ils s'acquittent de leurs contributions, y compris les arriérés de contributions au budget du Centre;
- d) **LANCE** par ailleurs un appel à la Communauté Internationale des donateurs pour qu'elle apporte des contributions généreuses au programme du Centre Africain pour le Développement des Engrais;
- e) **PRIE INSTAMMENT** le Directeur du Centre de faire la promotion commerciale du Centre en vue d'encourager l'adhésion de nouveaux membres;

CM/Dec. 339 (LXVI)

Forum Africain sur la Santé Reproductive des Adolescents
Doc. CM/1999 (LXVI) Add.3

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport;
- b) **INVITE** les Etats membres à apporter le soutien politique et à s'engager en faveur des programmes de santé des adolescents;
- c) **DEMANDE** aux Etats membres de consolider leurs programmes en y associant les jeunes et les adolescents dans l'élaboration et l'exécution des programmes de la santé reproductive ainsi que l'attribution de ressources matérielles et financières nécessaires;
- d) **EXHORTE** la Communauté internationale à soutenir les efforts des Etats membres dans l'exécution des programmes de santé pour les adolescents conformément, aux recommandations de la Conférence Internationale sur la population et le développement, aux plans d'Action de la Quatrième Conférence Mondiale sur les femmes et à la déclaration sur le Plan d'Action africain relatif à la situation de la femme en Afrique dans le contexte de la santé familiale (AHG/Decl.1 (XXXI)).
- e) **RECONNAIT** que la mise en oeuvre des présentes recommandations ne devra pas porter préjudice aux spécificités de chaque société, à ses croyances religieuses et à ses traditions culturelles et sociales.

CM/Dec. 340 (LXVI)

Soutien et Encouragements de l'Afrique aux Nations Unies
et au Programme des Nations Unies pour le Développement
(PNUD)
Doc. CM/1999 (LXVI) Add.5

Le Conseil:

- i) **EXHORTE** la Communauté Internationale à prendre les mesures nécessaires pour accroître, de façon substantielle, les ressources des Nations Unies destinées aux activités opérationnelles en faveur de l'Afrique;

- ii) **LANCE UN APPEL** aux Etats membres pour qu'ils continuent à soutenir pleinement les activités opérationnelles du PNUD et les autres agences des Nations Unies en Afrique, notamment dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, de l'Initiative Spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, du Nouveau Programme des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique et du Programme d'Action du Caire pour le Développement Economique et Social de l'Afrique.

CM/Dec.341 (LXVI)

Soutien de l'OUA à l'Initiative Spéciale du Système des Nations Unies pour l'Afrique
Doc. CM/1999 (LXVI) Add. 7

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du Rapport;
- b) **INVITE** le Président en exercice de l'OUA à attirer l'attention du Secrétaire Général des Nations Unies sur la question de la mise en oeuvre de l'Initiative;
- c) **LANCE UN APPEL** à la Communauté Internationale, et en particulier, aux institutions de Bretton Woods pour qu'elles honorent les engagements pris dans le cadre de cette initiative;
- d) **EXHORTE** les Etats membres à mettre en oeuvre l'Initiative, en assumant de façon concertée leur part de responsabilité.

EXAMEN D'AUTRES QUESTIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT DU COMITE DES AMBASSADEURS ET AUTRES PLENIPOTENTIAIRES

QUESTIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES

CM/Dec. 342 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Situation financière de l'Organisation Doc-CM/2001 (LXVI)

Suite à l'examen des recommandations du Comité des Ambassadeurs, telles que contenues dans le rapport de sa cinquième Session ordinaire, le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du rapport;

- b) **FELICITE** tous les Etats membres qui sont à jour dans le paiement de leurs contributions statutaires au titre du budget régulier de l'Organisation;
- c) **EXHORTE** tous les pays qui accusent des arriérés de contributions à prendre des mesures promptes pour leur règlement intégral.

CM/Dec. 343 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Huitième session du Comité des Contributions Doc.CM/2002 (LXVI)

Après l'examen du rapport du Comité, le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du rapport et **SE FELICITE** de l'excellent travail accompli jusqu'ici par le Comité;
- b) **APPROUVE** toutes les recommandations du Comité figurant au paragraphe 16 du rapport et **DEMANDE** au Comité, en collaboration étroite avec le Secrétariat général, d'évaluer périodiquement leur mise en oeuvre effective;
- c) **CHARGE** le Comité d'examiner, au cours de sa prochaine session, le cas particulier des pays ayant des arriérés de dix ans ou plus, et de formuler les recommandations appropriées en ayant à l'esprit les sanctions dont sont passibles tous les pays défaillants;
- d) **REAFFIRME SA SATISFACTION** pour les efforts déployés par les Etats membres qui se sont acquittés de leurs arriérés.

COOPERATION AFRO-ARABE

CM/Dec.344 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Coopération Afro-Arabe - Doc.CM/2017 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **PREND** note du Rapport;
- b) **DEMANDE** au Secrétariat Général de l'OUA, en coopération avec la Ligue des Etats Arabes et S.E. le Ministre des Affaires Etrangères du Burkina Faso, de poursuivre leurs consultations avec le co-président de la coopération Afro-Arabe (Kuwait) ainsi que le Ministre des Affaires Etrangères d'Algérie pour la tenue des

organes de la réunion du Comité de coordination et la 12ème session de la coopération Afro-Arabe prévue à Alger;

- c) **INVITE** tous les Etats membres à participer à l'organisation de la 3ème Foire Commerciale Afro-Arabe prévue à SHARJAH (Emirats Arabes-Unis) du 6 au 12 décembre 1997;
- d) **RECOMMANDE** à l'OUA et à la Ligue des Etats Arabes, en coopération avec le Gouvernement mauritanien, de préparer activement la 2ème Semaine Afro-Arabe des Affaires prévue à Nouakchott, Mauritanie, en Mars 1998;
- e) **LANCE UN APPEL** à tous les Etats membres de l'OUA et ceux de la Ligue des Etats Arabes pour qu'ils participent massivement à la 2ème semaine Afro-Arabe des Affaires;
- f) **REMERCIE** les gouvernements des Emirats Arabes-Unis, de la Mauritanie et du Sénégal pour toutes les dispositions prises en vue du succès de ces manifestations.

CM/Dec. 345 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur le Fonds Spécial d'Assistance d'Urgence pour la lutte contre la Sécheresse et la Famine en Afrique
Doc.CM/2013 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du rapport;
- b) **DEMANDE** au Secrétaire Général de l'OUA, en consultation avec la BAD et le Gouvernement du Zimbabwe, de poursuivre leurs investigations pour que la subvention de 500.000 \$ accordée au Zimbabwe en 1993 soit transférée dans les meilleurs délais;
- c) **RECOMMANDE** d'organiser la session d'annonces de contributions volontaires en faveur du Fonds Spécial à l'occasion de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement;
- d) **DEMANDE** au Secrétaire Général, en collaboration avec le Comité Ad Hoc des 14 sur la structure de l'OUA, d'examiner la possibilité de confier la gestion du Fonds Spécial au département du Secrétariat Général le plus approprié.

QUESTIONS JURIDIQUES

CM/Dec. 346 (LXVI) **Rapport du Secrétaire Général sur la Demande du statut d'observateur auprès de l'OUA introduite par l'Union des Producteurs et Distributeurs d'Electricité en Afrique (UPDEA) - Doc. CM/2018 (LXVI)**

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport du Secrétaire Général;
- b) **DECIDE** d'accorder le statut d'observateur auprès de l'OUA, catégorie C, à l'Union des Producteurs et Distributeurs d'Electricité en Afrique (UPDEA).

CM/Dec. 347 (LXVI) **Rapport du Secrétaire Général sur l'Accord de Coopération entre l'Organisation de l'Unité Africaine et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)- Doc.CM/2019 (LXVI)**

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport du Secrétaire Général;
- b) **DECIDE** de reporter l'examen du projet d'Accord de coopération à la 67ème Session Ordinaire.
- c) **DEMANDE** en conséquence au Secrétariat Général de communiquer ce projet d'Accord de Coopération aux Etats membres pour étude et observations avant son examen par la 67ème session.

CM/Dec. 348 (LXVI) **Rapport du Secrétaire Général sur le Projet de Protocole relatif à la création d'une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples**
Doc. CM/2020 (LXVI)

Le Conseil:

- a) **PRIE** tous les Etats membres de soumettre au Secrétariat Général leurs commentaires et observations sur le projet de Protocole d'ici le 31 août 1997;

- b) **DEMANDE** au Secrétariat Général de convoquer à Addis-Abéba une troisième réunion d'experts juristes gouvernementaux élargie aux diplomates pour étudier et finaliser le projet de protocole à soumettre, pour examen et adoption, à la Conférence des Ministres de la Justice/Procureurs Généraux qui suivra immédiatement au même lieu. Le projet de protocole devra être par la suite soumis au Conseil des Ministres;
- c) **CHARGE** le Comité consultatif de prévoir une dotation dans le budget de l'exercice 1997/1998 nécessaire à l'organisation de ladite réunion;
- d) **DEMANDE** à tous les Etats membres, en particulier ceux qui ne sont pas représentés à Addis-Abéba, à veiller à être dûment représentés aux réunions sus-mentionnées. A cet égard, il **DEMANDE EN OUTRE** au Secrétaire Général d'étudier la possibilité de mobiliser des fonds extrabudgétaires pour couvrir certaines dépenses relatives à ces réunions.

CM/Dec.349 (LXVI)

Décision relative à la Candidature africaine au poste de Directeur Général de l'ONUDI

Le Conseil:

- i) **PREND NOTE** du rapport du Comité Permanent des candidatures sur la candidature de Mme Olubanke King-Akerele au poste de Directeur Général de l'ONUDI;
- ii) **DECIDE** d'approuver la candidature de Mme Olubanke King-Akerele comme candidat unique de l'Afrique au poste susmentionné.

CM/Dec.350 (LXVI)

Décision relative à la Candidature africaine au poste de Secrétaire Général de l'UIT

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport du Comité Permanent des candidatures sur la candidature de Dr. Henry Chasia au poste de Secrétaire Général de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT);
- b) **DECIDE** d'approuver la candidature du Dr. Henry Chasia comme candidat unique de l'Afrique au poste susmentionné.

CM/Dec. 351 (LXVI)

Décision relative à la Candidature africainé au poste de Directeur Général de l'OMS

Le Conseil:

- a) **PREND NOTE** du rapport du Comité Permanent des candidatures sur la candidature du Dr. Ibrahim Malick Samba au poste de Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS);
- b) **DECIDE** d'approuver la candidature du Dr. Ibrahim Malick Samba comme candidat unique de l'Afrique au poste susmentionné.

CM/Dec. 352 (LXVI)

Décision relative à la rationalisation des travaux du Conseil

Pour mieux rationaliser ses travaux, le Conseil rappelle les dispositions pertinentes de son règlement intérieur et décide que :

- a) Les Etats membres doivent, en premier lieu, soumettre toutes les questions techniques aux organes compétents de l'OUA pour examen, avant de les présenter au Conseil;
- b) Les Etats membres qui souhaitent soumettre des points au Conseil doivent soumettre les notes explicatives au moins deux mois à l'avance pour permettre au Secrétariat de les traiter et de les communiquer aux Etats membres afin qu'ils puissent les étudier soigneusement;
- c) Les points soumis par les Etats membres doivent être accompagnés d'une note explicative détaillée;
- d) Le Conseil n'autorise l'examen de points ne remplissant pas les trois conditions susmentionnées que dans des cas exceptionnels et concernant des questions à caractère urgent.
- e) Demande également au Secrétariat de respecter scrupuleusement le Règlement intérieur concernant l'envoi des documents du Conseil aux Etats membres dans les délais fixés.

QUESTIONS POLITIQUES

Rapport du Secrétaire Général sur les situations de conflits en Afrique: **Doc. CM/2004 (LXVI)**

Le Conseil des Ministres décide ce qui suit:

CM/Dec. 353 (LXVI) **Situation dans la région des Grands Lacs:** **Doc. CM/2004 (LXVI) a**

République Démocratique du Congo **Doc. CM/2004 (LXVI)**

- a) **LANCE UN APPEL PRESSANT** à la communauté internationale y compris les Etats membres de l'OUA afin qu'ils accordent toute l'assistance possible à la République Démocratique du Congo en vue de sa reconstruction, de son redressement et de la réhabilitation des institutions essentielles de l'Etat.
- b) **SE FELICITE** de l'annonce faite par le Président de la République Démocratique du CONGO d'organiser des élections libres, justes et démocratiques et **DEMANDE INSTAMMENT** au Gouvernement de ce pays d'associer l'ensemble des forces politiques dans le processus d'organisation de ces élections.
- c) **LANCE** un appel aux Etats membres et à la Communauté internationale pour qu'ils fournissent au nouveau Gouvernement toute l'assistance nécessaire pendant la période de transition en vue de l'Organisation et de la tenue d'élections libres, justes et démocratiques;
- d) **LANCE UN APPEL** au gouvernement de la République Démocratique du Congo, et à toutes les forces politiques de ce pays, pour qu'ils fassent preuve d'un esprit d'ouverture, de compromis et de réconciliation pour assurer une transition sans heurts vers un régime démocratique et constitutionnel;
- e) **SE DECLARE** profondément préoccupé par le sort des réfugiés rwandais et autres se trouvant encore en République Démocratique du Congo et **DEMANDE** au nouveau gouvernement d'assurer leur sécurité et de coopérer avec le HCR et leur pays d'origine pour faciliter leur rapatriement;

- f) **LANCE UN APPEL** au Gouvernement de la République Démocratique du Congo et aux pays d'asile, ainsi qu'au HCR, pour assurer les conditions favorables au retour des citoyens de ce pays qui, en raison de la guerre, ont cherché asile au Congo et dans d'autres pays;
- g) **REITERE** son appui total à la convocation d'une Conférence internationale sur la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, et ce, sous les auspices de l'OUA et de l'ONU.

CM/Dec.354 (LXVI) BURUNDI: Doc. CM/2004 (LXVI) - a *

Le Conseil:

- a) **SE FELICITE** de la décision prise récemment par les pays de la région qui ont imposé des sanctions contre le Burundi d'assouplir les sanctions, ainsi que de la disponibilité exprimée par les dirigeants de la région à suspendre toutes les sanctions, à l'exception de l'embargo sur les armes, dès que des négociations auront été engagées;
- b) **ACCORDE** tout son soutien aux décisions prises par les pays de la région et à l'Initiative d'Arusha;
- c) **EXHORTE** le Gouvernement du Burundi et l'opposition à s'engager dans la recherche d'un règlement pacifique du conflit et à poursuivre plus activement les négociations et **EXPRIME** sa confiance totale en la sincérité et l'impartialité du facilitateur du processus de paix;
- d) **EXPRIME** sa grave préoccupation face à l'insécurité persistante et aux tueries qui se poursuivent dans certaines parties du Burundi, et lance un appel au Gouvernement du Burundi ainsi qu'aux factions concernées pour qu'il soit immédiatement mis fin à la violence;

* La délégation du Burundi a émis des réserves sur cette question. Ces réserves sont consignées dans le rapport du Conseil.

- e) **LANCE** un appel au Gouvernement du Burundi pour qu'il démantèle les camps de regroupement et prenne les mesures nécessaires pour créer un environnement propice à la sécurité et à la réconciliation nationales;
- f) **LANCE** un appel à la Communauté Internationale pour qu'elle accorde l'assistance humanitaire et autre au Burundi en vue d'atténuer les effets néfastes du conflit sur le peuple burundais;
- g) **DEMANDE** au Secrétaire Général et à l'Organe Central d'examiner le rôle que pourrait jouer l'OUA à l'avenir pour garantir et consolider tout accord conclu au cours du processus de négociations.

CM/Dec. 355 (LXVI)

LIBERIA: Doc: CM/2004 (LXVI) - b

- a) **PREND NOTE** du Rapport du Secrétaire Général et des informations détaillées supplémentaires fournies par le Représentant du Président en exercice de la CEDEAO et par le Ministre des Affaires Etrangères du Libéria;
- b) **PREND NOTE** des progrès encourageants réalisés jusqu'ici dans le cadre du processus libérien de paix à savoir, le désarmement de toutes les factions belligérantes, la création d'une commission électorale indépendante, le rétablissement de la Cour Suprême du Libéria, l'élargissement de l'ECOMOG et son plein déploiement dans tout le territoire, créant ainsi les conditions propices à l'Organisation d'élections libres et équitables;
- c) **FELICITE** le Président en exercice de la CEDEAO, le Général Sani Abacha, ainsi que les autres dirigeants de la région pour leurs efforts inlassables en vue de trouver une solution durable à la crise libérienne;
- d) **ACCUEILLE FAVORABLEMENT** le report des élections, initialement prévues le 30 mai et **DEMANDE** que tout soit mis en oeuvre pour assurer le respect de la nouvelle date fixée au 19 Juillet 1997;
- e) **REND HOMMAGE** à la CEDEAO à l'OUA et à l'ONU pour avoir détaché chacun un expert en matière d'élections pour appuyer, au sein de la Commission électorale indépendante, le Plan de paix de la CEDEAO.

- f) **DEMANDE** au Secrétaire Général de l'OUA de consentir des contributions financières au nom de l'OUA en faveur des activités de la Commission électorale indépendante;
- g) **LANCE** un appel à la Communauté internationale y compris ceux qui ont promis une assistance financière et matérielle à la Commission Electorale indépendante du Libéria, la CEDEAO et l'ECOMOG et le Gouvernement du Libéria en vue de leur permettre d'achever leurs tâches respectives pour la mise en oeuvre réussie de la dernière phase de l'Accord d'Abuja révisé;
- h) **RAPPELLE** l'importance des programmes de réinsertion des combattants démobilisés, des personnes déplacées, des réfugiés et rapatriés dont dépend la consolidation du processus de paix en cours, et **DEMANDE** à la Communauté Internationale de leur prêter toute l'attention requise.

CM/Dec. 356 (LXVI)

SIERRA LEONE: Doc. CM/2004 (LXVI) - c

Le Conseil:

- a) **CONDAMNE VIVEMENT** et sans équivoque le coup d'état perpétré le 25 mai 1997 en Sierra Leone et **DEMANDE** le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel;
- b) **LANCE UN APPEL** à tous les pays africains, et à la Communauté Internationale en général, pour qu'ils s'abstiennent de reconnaître le nouveau régime et de soutenir de quelque manière que ce soit, les auteurs du coup d'Etat;
- c) **LANCE EN OUTRE** un appel aux dirigeants de la CEDEAO pour qu'ils aident le peuple de Sierra Leone à restaurer l'ordre institutionnel dans le pays et **SOLLICITE** le soutien des autres pays africains et de l'ensemble de la Communauté Internationale, à cet égard;
- d) **SOULIGNE** l'impérieuse nécessité de mettre en oeuvre l'Accord d'Abidjan qui continue à servir de cadre viable pour la paix, la stabilité et la réconciliation en Sierra Leone.

CM/Dec.357 (LXVI)

SOMALIE - (Doc.CM/2004 (LXVI) - d

Le Conseil:

- a) **REITERE** son soutien indéfectible à l'Accord de Sodoré et aux efforts déployés par les membres du Conseil de Salut National pour mettre en oeuvre l'Accord;
- b) **ACCUEILLE AVEC SATISFACTION ET SOUTIENT** la signature au Caire, le 28 Mai 1997 de l'Accord conjoint du Caire, entre les dirigeants somaliens, S.E. Hussein Mohamed Aideed et S.E. Ali Mahdi Mohamed comme une évolution positive qui facilitera la convocation d'une conférence de réconciliation nationale sur la Somalie;
- c) **LANCE UN APPEL** à toutes les factions somaliennes pour qu'elles adhèrent au processus de paix afin de parvenir à un règlement politique global du conflit dans le pays;
- d) **REAFFIRME** la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Somalie en tant qu'un seul Etat indivisible;
- e) **SE FELICITE** du soutien financier, politique et diplomatique apporté par l'OUA en vue de la mise en oeuvre de l'Accord de Sodoré et **DEMANDE** à l'OUA de continuer à fournir toute l'assistance nécessaire dans la recherche d'un règlement négocié, durable et permanent du conflit en somalie;
- f) **LANCE UN APPEL** aux Nations Unies et à d'autres organisations inter-gouvernementales, y compris la Ligue des Etats Arabes et l'Organisation de la Conférence Islamique, ainsi que l'ensemble de la communauté internationale pour qu'elles coordonnent leurs efforts avec l'OUA et l'IGAD dans la recherche d'une solution au conflit en Somalie;

- g) **DEMANDE** au Secrétaire Général des Nations Unies de créer un Fonds d'affectation spéciale pour la Somalie conformément à la proposition déjà soumise par lui au Conseil de Sécurité de l'ONU dans son dernier rapport sur la Somalie;
- h) **LANCE** un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse l'assistance humanitaire nécessaire et apporte son aide à la réhabilitation et à la reconstruction de la Somalie, en particulier dans les zones où la paix existe et où des administrations locales ont été mises en place en vue de stimuler les efforts que fait le peuple somalien lui-même pour mettre un terme au conflit.

CM/Dec.358 (LXVI) **ANGOLA: Doc. CM/2004 (LXVI) - e**

Le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du rapport du Secrétaire Général sur la situation en Angola;
- b) **ACCUEILLE** favorablement la formation du Gouvernement d'Unité et de Réconciliation Nationale (GURN) et **INVITE** celui-ci à persévérer dans ses efforts en vue de parachever la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka, en particulier, l'application du principe de l'extension de l'administration et de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire;
- c) **RECONNAIT** la nécessité d'assurer d'urgence la démobilisation ordonnée et la réinsertion des anciens combattants dans la vie socio-économique du pays;
- d) **EXHORTE** l'UNITA à continuer à collaborer de bonne foi avec le Gouvernement et les Nations Unies dans la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka;

- e) **REITERE** son appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive l'assistance humanitaire aux populations et honore les promesses faites à la Table Ronde de Bruxelles sur la reconstruction économique de l'Angola;
- f) **FELICITE** le Secrétaire Général de l'ONU, son Représentant spécial en Angola, Maître Alioune Blondin Beye et le Secrétaire Général de l'OUA pour leurs efforts visant à faciliter la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka;
- g) **DEMANDE** au Secrétaire Général de suivre de près la situation en Angola et d'en faire rapport à la prochaine session du Conseil.

CM/Dec.359 (LXVI)

**Rapport du Secrétaire Général sur la Question de Palestine -
Doc.CM/2005 (LXVI)**

Le Conseil :

- a) **REAFFIRME** le droit du Peuple Palestinien, sous la direction de l'OLP, à exercer ses droits nationaux inaliénables, son droit au retour dans sa patrie, y compris ses biens et propriétés, à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur son territoire national, avec Jérusalem-Est comme capitale, conformément aux principes et résolutions de la légalité internationale;
- b) **EXPRIME** sa profonde préoccupation et condamne la violation des principes de la paix et de la coexistence pacifique par Israël et son non respect des principes à la base du processus de paix;
- c) **DEMANDE** à Israël d'arrêter immédiatement la confiscation des territoires palestiniens, en particulier à Jérusalem et autour de Jérusalem et l'instauration de colonies, ce qui est en violation des résolutions 242, 338, 465 et 478 adoptées par le Conseil de Sécurité et met en danger le processus de paix;

- d) **AFFIRME** la nécessité de mettre en oeuvre la résolution A/ES-10/1 adoptée par l'Assemblée Générale en sa session spéciale extraordinaire du 25 avril 1997 sur la ville de Jérusalem et sur les mesures illégales appliquées dans l'ensemble des territoires palestiniens occupés;
- e) **INVITE** Israël à arrêter immédiatement toute construction à Jebel Abou Ghoneim et **EXHORTE** les co-parrains, les parties concernées et la communauté internationale à interrompre toutes sortes d'appui ou assistance aux activités israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés;
- f) **AFFIRME** la nécessité de sauvegarder l'intégrité territoriale de la Palestine occupée et d'assurer la liberté de circulation des personnes et des biens dans la région, ce qui comprend également la levée des restrictions qui empêchent l'accès à Jérusalem-Est et la sortie de cette ville et la liberté de circulation à l'entrée et à la sortie des territoires palestiniens;
- g) **AFFIRME** le droit des réfugiés au retour à leurs foyers conformément aux principes des Droits de l'Homme et a u x résolutions de la légalité internationale, en particulier la résolution 194 de l'Assemblée Générale de l'ONU et la résolution 237 du Conseil de Sécurité;
- h) **DEMANDE** de geler les relations avec Israël à leur niveau actuel en raison de la gravité et de l'urgence de la situation.
- i) **DEMANDE** en outre de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'Israël respecte les principes convenus lors de la conférence de Madrid et le principe de la terre contre la paix et mette en oeuvre scrupuleusement tous les accords, engagements et obligations convenus par les parties concernées au cours des négociations de paix;

- j) **REAFFIRME** la nécessité urgente de faire respecter par Israël les principes du droit international humanitaire tels que stipulés par la 4^{ème} Convention de Genève de 1949 dans les territoires palestiniens qu'il occupe depuis 1967, y compris Jérusalem.
- k) **AFFIRME** que le respect des conventions et autres instruments du droit international est impératif pour garantir la paix et la sécurité internationale, **DEMANDE** la mise en oeuvre scrupuleuse des accords de paix conclus, et **INVITE** les parrains du processus de paix, les parties concernées et la communauté internationale dans son ensemble à déployer tous les efforts nécessaires pour relancer le processus de paix et garantir son succès.

CM/Dec. 360 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la situation au Moyen-Orient: Doc. CM/2006 (LXVI)

Le Conseil:

- a) **RAPPELLE** toutes les résolutions pertinentes adoptées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA et du Conseil des Ministres concernant la situation au Moyen-Orient,
- b) **AFFIRME** que la question de Palestine est à la base du conflit au Moyen-Orient et qu'une paix globale, juste et durable ne saurait être instaurée au Moyen-Orient tant qu'Israël ne se sera pas retiré de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris Jérusalem-Est, les hauteurs syriennes du Golan et le Sud-Liban, et tant que le peuple palestinien ne pourra exercer ses droits nationaux inaliénables conformément aux résolutions des Nations-Unies, en particulier les résolutions 242, 338, 465, 478, 425 du Conseil de Sécurité, et au principe de la terre contre la paix.
- c) **LANCE UN APPEL** pour que soient prises toutes les mesures possibles pour assurer le respect par Israël des principes convenus à la Conférence de Madrid et du principe de la terre contre la paix,

et garantir la mise en oeuvre scrupuleuse par lui de tous les accords et engagements contractés par les parties concernant tous les volets des pourparlers de paix.

- d) **DEMANDE** à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Communauté internationale de garantir le strict respect par Israël des résolutions adoptées par les Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatives à l'utilisation de ses installations nucléaires à des fins pacifiques et l'obligation d'Israël de soumettre ses installations nucléaires au contrôle international et **ATTIRE L'ATTENTION** du Conseil de Sécurité et de l'AIEA contre les risques d'irradiation à partir de la centrale nucléaire de Daimona en l'absence de tout contrôle international.
- e) **REAFFIRME** son appui à la proposition de S.E. Mohamed Hosni Moubarak, Président de la République Arabe d'Egypte de faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de toute arme de destruction massive.
- f) **EXHORTE** tous les pays de la région qui n'ont pas encore adhéré au Traité de non-prolifération des armes nucléaires de s'abstenir de fabriquer, de produire, de tester ou d'acquérir des armes nucléaires et les inviter à adhérer au Traité et à placer leurs installations nucléaires sous la supervision de l'AIEA.

CM/Dec. 361 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la Levée des mesures économiques injustes contre la Jamahiriya Arabe Libyenne
Doc.CM/2007 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **EXPRIME** sa profonde préoccupation concernant l'application de mesures économiques injustes qui constituent une violation de droit international et dont les effets s'étendent au-delà des frontières du pays concerné et affectent les intérêts d'autres pays,

en particulier des pays en développement, et causent de graves préjudices économiques et sociaux aux Etats et aux peuples voisins.

- b) **SOLIGNE** la nécessité de mettre fin immédiatement à ces mesures, conformément aux buts et objectifs de l'Organisation de l'Unité Africaine, et de ses Etats membres ainsi qu'aux aspirations des peuples et à leur droit au développement économique.
- c) **REAFFIRME** que, dans l'exercice de leur droit inaliénable au développement économique et social, les Etats membres doivent demander qu'il soit mis fin immédiatement à ces sanctions dont les effets dépassent les limites du pays concerné, et s'opposer à toute mesure économique coercitive ou législative imposée unilatéralement par un seul Etat et pouvant avoir des répercussions au-delà de son territoire et affecter les intérêts d'autres Etats.

CM/Dec. 362 (LXVI)

Rapport de la Commission des vingt de l'OUA sur la situation des Réfugiés, des Rapatriés et des Personnes Déplacées en Afrique:
Doc. CM/2008 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du Rapport de la Commission des Vingt de l'OUA sur les Réfugiés et entérine les recommandations qui y sont contenues;
- b) **INVITE** les Etats membres à tout mettre en oeuvre en vue d'un règlement pacifique des conflits intra-états et inter-états et à trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés dans la Région, et ce, conformément à la Charte de l'OUA, à la Convention des Nations Unies de 1951 et à son Protocole de 1967, à la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects

propres au problème des Réfugiés en Afrique, et à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples;

- c) **LANCE UN APPEL** aux Etats membres pour qu'ils respectent les principes fondamentaux stipulés dans les Conventions internationales et dans la Convention de l'OUA sur les réfugiés;
- d) **INVITE EGALEMENT** les Etats membres concernés à créer les conditions de paix et de sécurité nécessaires pour assurer la fourniture rapide et sûre de l'assistance aux réfugiés et personnes déplacées, ainsi que la sécurité du personnel humanitaire;
- e) **EXPRIME SA GRATITUDE** aux Etats membres qui accueillent les réfugiés et leur fournissent l'assistance ainsi qu'aux personnes déplacées dans l'esprit de la solidarité et de la coopération africaines, et aux Etats membres qui ont entrepris de promouvoir le rapatriement librement consenti, la réinstallation et la réhabilitation des réfugiés et personnes déplacées, et **EXHORTE** les autres Etats membres concernés à promouvoir les conditions propices au retour et à la réintégration durable des réfugiés et personnes déplacées dans leurs pays d'origine;
- f) **DEMANDE** à la Commission des Vingt de l'OUA sur les réfugiés et au Secrétariat de l'OUA de poursuivre les activités de son Programme d'Action visant à susciter une prise de conscience sur la situation des réfugiés en Afrique et à mobiliser les ressources nécessaires pour leur prêter assistance;
- g) **INVITE INSTAMMENT** la Communauté internationale, notamment le HCR et le CICR, à accroître ses ressources pour faire face aux besoins toujours croissants des réfugiés, rapatriés volontaires et personnes déplacées sur le continent;
- h) **DEMANDE** au Secrétaire Général de l'OUA de convoquer, dans les meilleurs délais, en collaboration avec les autres organisations,

notamment le HCR, une réunion ministérielle des pays membres de la Commission des Vingt sur les Réfugiés en vue d'examiner la situation et de trouver des solutions durables au problème des réfugiés et personnes déplacées en Afrique.

CM/Dec. 363 (LXVI)

Rapport du Secrétaire Général sur la question des Mines anti-personnel et les efforts faits au niveau international pour parvenir à une interdiction totale
Doc.CM/2009 (LXVI)

Le Conseil :

- a) **PREND NOTE** du Rapport;
- b) **REAFFIRME** l'ensemble de ses résolutions antérieures relatives à la question des mines anti-personnel, notamment les résolutions CM/Res.1593 (LXVI) et CM/Res.1628 (LXVI);
- c) **FAIT SIEN** le Plan d'Action adopté par la première Conférence continentale d'experts africains des mines anti-personnel tenue à Kempton Park, Afrique du Sud, du 19 au 21 mai 1997, et félicite le Secrétariat Général de l'OUA pour cette importante initiative;
- d) **RECONNAIT** que la création de zones sous-régionales exemptes de mines antipersonnel contribuera à la réalisation de l'objectif ultime, celui de l'interdiction totale de ces mines au niveau du continent africain.
- e) **SOULIGNE** la nécessité de traiter du problème des mines anti-personnel sous ses multiples aspects et d'une manière coordonnée pour parvenir à une interdiction totale des mines antipersonnel et d'intensifier les efforts et les actions en ce qui concerne le déminage et l'assistance aux victimes des mines, en particulier en Afrique.

- f) **SE FIXE COMME OBJECTIF** d'éliminer les mines anti-personnel en Afrique et de faire de l'Afrique une zone exempte de mines antipersonnel.
- g) **EXHORTE** les Etats membres à participer pleinement et activement au processus d'Ottawa, notamment aux réunions de Bruxelles (24-27 juin 1997) et d'Oslo (septembre 1997), ainsi qu'à celle d'Ottawa au cours de laquelle doit être signé un traité d'interdiction totale des mines anti-personnel;
- h) **INVITE** tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer le plus tôt à la convention des Nations Unies de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'utilisation de certaines armes considérées comme étant excessivement dangereuses et faisant des victimes sans discrimination, et à son Protocole II et **LANCE UN APPEL** à tous les Etats membres pour qu'ils adhèrent au Protocole II révisé et au nouveau Protocole IV sur les armes à laser aveuglantes;
- i) **LANCE UN APPEL** à la communauté internationale pour qu'elle apporte aux pays africains affectés toute l'assistance nécessaire pour leur permettre de mener à bien les opérations de déminage et d'assistance aux victimes et facilite, par la mobilisation de ressources accrues, la mise en oeuvre du Plan d'Action de Kempton Park;
- j) **SOULIGNE** la responsabilité morale des pays qui ont été à l'origine de la pose des mines en Afrique pendant la 2ème guerre mondiale et/ou lors des conflits coloniaux et exhorte ces pays à consacrer une part de leurs ressources, en particulier un pourcentage raisonnable de leur budget militaire, au déminage et à l'assistance aux victimes dans les pays africains concernés.

- k) **DEMANDE** aux pays qui inondent l'Afrique de mines, de communiquer aux pays affectés toutes les informations nécessaires sur le déminage, y compris les données, l'assistance technique, l'évaluation des études, en particulier les cartes, ainsi que les informations sur les transferts illicites des mines.
- l) **REITERE** l'urgence et la nécessité d'une coopération interafricaine dans le domaine du déminage et de l'assistance aux victimes et à cet égard, **SOULIGNE**, dans le cadre du Plan d'Action, le rôle déterminant de l'OUA dans la coordination des actions dans ce domaine;
- m) **DEMANDE** au Secrétaire Général de suivre la mise en oeuvre de cette résolution et du Plan d'Action de Kempton Park et d'en faire rapport à la prochaine session ordinaire du Conseil des Ministres.

ANNEXE II

Déclarations et décisions adoptées par la Conférence des chefs
d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine
à sa trente-troisième session ordinaire

TABLE DES MATIÈRES

| <u>Déclaration No</u> | <u>Titre</u> | <u>Page</u> |
|-----------------------|---|-------------|
| AHG/Decl.1 (XXXIII) | Déclaration de Harare sur la prévention et la lutte antipaludique dans le contexte du développement de l'Afrique | 37 |
| AHG/Decl.2 (XXXIII) | Déclaration de la trente-troisième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA sur le différend qui oppose la Jamahiriya arabe libyenne aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni | 49 |
| AHG/Decl.3 (XXXIII) | Déclaration de Harare de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement sur la réforme du Conseil de sécurité | 52 |
| AHG/Decl.4 (XXXIII) | Déclaration sur l'industrialisation de l'Afrique | 55 |
| <u>Décision No</u> | <u>Titre</u> | <u>Page</u> |
| AHG/Dec.120 (XXXIII) | Décision - Déclaration de Harare sur la prévention et la lutte contre le paludisme | 57 |
| AHG/Dec.121 (XXXIII) | Mobilisation de l'Afrique en faveur de l'Alliance pour l'industrialisation du continent | 58 |
| AHG/Dec.122 (XXXIII) | Décision sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique | 59 |
| AHG/Dec.123 (XXXIII) | Décision sur le dixième rapport annuel d'activités de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples | 61 |
| AHG/AEC/Dec.1 (1) | Décision adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Commission économique africaine à sa première session ordinaire, tenue le 3 juin 1997 à Harare | 62 |

**DECLARATION DE HARARE
SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE ANTIPALUDIQUES
DANS LE CONTEXTE DU REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE**

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunie en sa trente-troisième session ordinaire à Harare (Zimbabwe) du 2 au 4 juin 1997,

Ayant à l'esprit la déclaration AHG/Decl.1 (XXIII) sur la santé "base du développement" adoptée lors de la vingt-troisième session de l'Assemblée des chefs d'Etat et de Gouvernement à Addis Abéba,

Rappelant les autres déclarations majeures adoptées au cours de ses sessions antérieures sur le développement du continent, en particulier les déclarations:

- AHG/Decl.4 (XXX) sur la population et le développement en Afrique;
- AHG/Decl.5 (XXX) sur le développement social.

Reconnaissant le fardeau que constitue pour la population de l'Afrique le paludisme, qui demeure une maladie mortelle et un obstacle au développement social et économique durable,

Notant:

- que la morbidité et la mortalité (4200 décès par jour) dues au paludisme dans l'Afrique tropicale se situent à un niveau inacceptable;
- que le paludisme est un obstacle majeur au développement social et économique en Afrique (provoquant des pertes de \$EU5 millions par jour);
- qu'un engagement politique s'impose de la part de tous les pays africains en matière de politiques de lutte antipaludique, d'allocation des ressources et de mobilisation des communautés nationales en vue d'une participation active à la lutte antipaludique;

- **que la plupart des programmes nationaux en sont encore aux stades initiaux de leur application et que la portée des activités d'intervention reste limitée;**
- **que des instruments de lutte antipaludique sont disponibles en Afrique pour réduire la mortalité et la morbidité mais, pour diverses raisons, ils ne sont pas accessibles sous des formes appropriées;**
- **que les changements consécutifs dans le monde dans le cadre du développement créent souvent des conditions favorables à la transmission du paludisme, ouvrant la voie à des épidémies dans des zones auparavant épargnées.**

Reconnaissant les contributions techniques et financières inestimables apportées aux Etats membres de notre Organisation par tous les partenaires, spécialement l'OMS, l'UNICEF, le PNUD, l'UNESCO et le groupe de la Banque mondiale dans le cadre de leurs efforts de prévention et de lutte antipaludiques.

Consicents des préoccupations et de l'inquiétude profondes consécutives aux décès et à la dégradation de la qualité de la vie du fait du paludisme, exprimées par les Etats membres des Nations Unies au cours de la cinquantième session ordinaire en 1995 de l'Assemblée générale des Nations Unies, lesquels ont réaffirmé leur soutien à la stratégie mondiale de lutte antipaludique:

1. S'ENGAGE à:

- a) **Considérer la lutte contre le paludisme en Afrique comme l'un des programmes prioritaires et à réaffirmer son entière détermination à préserver ce qui a été acquis jusqu'ici et à éviter les épidémies;**
- b) **appuyer pleinement la mise en oeuvre de la stratégie mondiale et régionale des approches recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé;**
- c) **appliquer des programmes bien planifiés et coordonnés de lutte antipaludique associant les particuliers, les familles, les communautés, les institutions, les ministères compétents et**

d'autres groupes appartenant au secteur privé comme au secteur public;

- d) allouer des ressources humaines, financières et matérielles suffisantes et mobiliser d'autres ressources locales, y compris des ressources provenant d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de la société civile pour une prévention et une lutte antipaludiques durables en Afrique;**
- e) mobiliser des ressources extérieures supplémentaires des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, des fondations et des entreprises industrielles et commerciales à l'appui de l'action nationale et commerciale contre le paludisme et de la surveillance afin d'éviter les épidémies et de préserver les progrès accomplis jusqu'ici;**
- f) appuyer la prévention et la lutte antipaludiques par des politiques bien définies et pour l'adoption et l'application d'une législation appropriée, afin de faciliter l'application des programmes, la participation communautaire et l'accès des populations à risque au traitement et aux mesures préventives;**
- g) mettre en oeuvre dans nos pays les activités énumérées dans le plan d'action africain annexé à la présente Déclaration.**

2. EXHORTE tous les Etats membres à prendre des mesures immédiates et fondamentales pour:

- a) apporter leur soutien politique total aux mesures visant à garantir une prévention et une lutte antipaludiques durables en tant que priorité urgente, et mobiliser tous les dirigeants locaux, traditionnels, nationaux et internationaux en faveur d'une participation active au programme de lutte;**
- b) continuer à élaborer et à mettre en oeuvre des plans de prévention et de lutte antipaludiques et notamment les incorporer à des**

projets de développement fondés sur des évaluations des effets sur l'environnement et la santé;

- c) mettre au point des programmes solides à base communautaire pour mobiliser une participation communautaire active en faveur de la prévention et de la lutte antipaludiques;**
 - d) promouvoir et appuyer des plans de microfinancement destinés notamment aux femmes afin de favoriser des projets générant des revenus qui apporteront des améliorations de base en matière de logement et d'environnement, contribuant ainsi à la prévention et à la lutte antipaludiques et à un accès direct aux médicaments, matériel, fournitures et transport essentiels à la protection et au traitement personnels;**
 - e) mettre au point des dispositifs qui faciliteront une action plurisectorielle bien coordonnée afin de réduire sensiblement le fardeau du paludisme et de favoriser la collaboration interpays et la coordination des efforts;**
- 3. CHARGE les ministères de la santé des Etats membres de l'OUA, en collaboration avec tous les secteurs pertinents de l'Etat, de veiller à ce que la stratégie de lutte antipaludique recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé soit intégrée dans leurs plans d'action et soit évaluée au moins une fois par année;**
- 4. SALUE**
- a) les initiatives du Directeur Général et des Directeurs régionaux de la Région africaine et de la Région de la Méditerranée orientale de l'Organisation mondiale de la Santé visant à réorganiser les activités de lutte antipaludique qui ont jeté et renforcé les bases du développement ultérieur et de mise en oeuvre d'une prévention et d'une lutte antipaludiques durables dans les pays africains afin d'éviter la mortalité et de réduire la morbidité dues au paludisme;**

- b) les efforts substantiels consentis par l'OMS, le groupe de la Banque mondiale, le PNUD, l'UNICEF, l'UNESCO, les autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales ainsi que les autres partenaires pour fournir aux Etats membres de l'OUA l'appui technique, logistique et financier nécessaire en vue de la lutte antipaludique en Afrique et de la recherche concernant cette maladie;
- 5. **DEMANDE** à l'OMS, au Groupe de la Banque mondiale, au PNUD, à l'UNICEF, à l'UNESCO et aux autres organisations gouvernementales et non gouvernementales pertinentes d'accroître leur appui matériel, financier et scientifique aux Etats membres de l'OUA afin de réduire sensiblement les souffrances et les décès évitables et leurs conséquences économiques et sociales auxquels est aujourd'hui confrontée la population africaine et de maintenir cet appui à long terme dans l'intérêt des générations futures;
- 6. **INVITE** les gouvernements et les autres partenaires, y compris les organisations multilatérales et bilatérales, à participer activement à un effort énergique et coordonné de lutte antipaludique en Afrique au cours des dernières années du millénaire et à jeter les bases d'une lutte durable au début du troisième millénaire;
- 7. **CHARGE** le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine de soumettre au prochain Sommet de l'OUA un Plan d'action pour le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre de la présente déclaration sur une période de cinq ans, ainsi qu'un rapport de situation annuel.

PLAN D'ACTION

| Domaines d'action prioritaires | Approches et activités |
|--|--|
| Développement des systèmes de santé | <ul style="list-style-type: none">• Améliorer la capacité des services de santé de répondre rapidement et de manière appropriée et complète aux besoins de la population en matière de lutte contre la maladie• Renforcer encore les mécanismes visant à assurer une fourniture adéquate ininterrompue et rapide, surtout de médicaments, d'insecticides et d'autres matériels liés à la lutte antipaludique |
| Prise en charge des cas | <ul style="list-style-type: none">• Améliorer la qualité du diagnostic et du traitement par la formation, l'encadrement et la formation continue, ainsi que par le renforcement des installations de laboratoire et de l'approvisionnement en médicaments• Mettre en place des programmes basés dans la communauté pour un diagnostic précoce et un traitement rapide et adéquat du paludisme• Fournir une éducation et une communication pour la santé aux écoles, aux parents, surtout aux mères, et aux personnes qui s'occupent des jeunes enfants pour les aider à reconnaître le paludisme et à le traiter à domicile |

| | |
|---------------------------------------|---|
| Fourniture d'antipaludéens | <ul style="list-style-type: none">• Mettre à jour des politiques pharmaceutiques nationales et veiller à leur application et à leur révision dans l'ensemble du secteur de la santé aussi bien public que privé• Appuyer la mise sur pied et/ou le maintien et l'extension de services nationaux d'approvisionnement en médicaments• Promouvoir des politiques rationnelles de prescription, dans les secteurs publics et privés, ainsi qu'une autorité de réglementation efficace qui soumette toutes les demandes d'autorisation de mise sur le marché à un examen minutieux et veille à l'exécution des décisions prises• Appuyer la mise en place et/ou le maintien et l'extension de laboratoires nationaux et régionaux indépendants de contrôle de la qualité des médicaments |
|---------------------------------------|---|

| | |
|---------------------------------|---|
| Prévention de la maladie | <ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser la population aux mesures préventives que peuvent prendre les familles et les communautés, comme l'installation de grillages et l'utilisation de mesures préventives personnelles, notamment les moustiquaires• Appuyer une campagne publicitaire en faveur de mesures préventives destinées surtout aux sujets à haut risque comme la femme enceinte et le jeune enfant, particulièrement pendant les périodes de l'année où le risque est plus important• Appuyer l'utilisation sélective de mesures de lutte antivectorielle• Fournir, sur papier ou sur support électronique, des données sur l'incidence du paludisme et les efforts de lutte, aux industries, notamment dans les domaines de l'exploitation agricole, minière et des ressources en eau• Améliorer les moyens de communication matériels et électroniques entre les zones impaludées à la périphérie et les services organisés au centre, notamment les installations au niveau tertiaire |
|---------------------------------|---|

| | |
|---|--|
| Surveillance de la maladie, mise en évidence des épidémies et mesures de lutte | <ul style="list-style-type: none">Prendre des mesures pour garantir une notification régulière et fiable des cas de paludisme et des décès par cette maladie afin de surveiller les progrès, d'orienter l'affectation des ressources et de fournir aux agents de santé des services d'information sanitaire appropriés, pertinents et à jourMettre en place un système efficace pour adapter le programme de lutte antipaludique aux nouveaux projets de développement, aux mouvements de travailleurs et aux autres mouvements de population, aux modifications de l'environnement et au développement planifiéMettre en place un dispositif d'alerte et une capacité de riposte efficace aux épidémies avec un plan de préparation judicieux s'appuyant sur des stocks de médicaments, d'insecticides et de matériel ou assurant un accès rapide, ainsi que sur un personnel qualifié et des transports appropriés pour faire face à toute flambée aussi rapidement que possible |
| Lutte durable | <ul style="list-style-type: none">Promouvoir une action plurisectorielle en dehors du secteur de la santé pour que les projets et les activités ne favorisent pas la reproduction des moustiques et n'exposent pas les travailleurs, les familles et la communauté à un risque accru de paludisme; élaborer et appliquer des mesures législatives dans ce sens |

- **Sensibiliser les entreprises aux avantages potentiels de la lutte antipaludique ainsi qu'à l'impact économique néfaste du paludisme dans la durée, les amener à apporter un appui matériel et financier aux programmes de lutte antipaludique et l'action communautaire, et reconnaître officiellement les efforts de tous ceux qui apportent une contribution durable et substantielle**
- **Ouvrir des perspectives aux entreprises et apporter des stimulants particuliers (par exemple l'exemption des droits d'accise et de douane ou de la TVA) pour que les membres les plus vulnérables de la communauté aient facilement accès aux médicaments, services, moustiquaires, insectifuges et autres produits essentiels nécessaires, et qu'ils soient bien informés sur les moyens d'éviter le paludisme, de réduire la durée de la maladie et d'éviter les décès**
- **Appuyer et promouvoir activement différentes initiatives pour favoriser la lutte antipaludique dans la durée à la suite d'un développement social et économique accru par des projets visant à générer des revenus, en privilégiant les besoins de développement de base et par des plans de microfinancement surtout destinés aux femmes, et visant à stimuler l'autonomie**

| | |
|---------------------------------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none">• Etablir, sur des bases solides, en les appliquant avec l'appui de la législation appropriée, les fonctions essentielles de santé publique favorisant une lutte durable contre le paludisme, par exemple les systèmes de surveillance, la gestion des ressources en eau et l'assainissement, et d'autres fonctions. Ces fonctions relèveront des autorités ou seront appliquées par d'autres secteurs en étant étroitement surveillées par les autorités qui prendront les mesures législatives voulues |
| Développement des ressources humaines | <ul style="list-style-type: none">• Offrir des possibilités de formation continue, des matériels et des sessions d'apprentissage organisées destinées aux personnels des services de santé pour leur permettre de se tenir au courant des changements de la politique et des lignes directrices nationales concernant la lutte antipaludique, ainsi que des tendances internationales• Etablir un programme de formation national à long terme suivant l'évaluation des besoins de renforcement des capacités à tous les niveaux des services de santé et du programme de lutte antipaludique, comprenant la mise au point et l'adaptation de matériels de formation et une formation de haute qualité sur la base des normes de l'OMS. |
| | |

| | |
|---|--|
| <p>Recherche opérationnelle interdisciplinaire</p> | <ul style="list-style-type: none">• Veiller à incorporer aux activités de formation les normes et principes directeurs de prise en charge des cas, de prévention des maladies, de surveillance et de lutte en cas d'épidémie, et des autres activités liées à la lutte, et veiller à exploiter une base pour évaluer les compétences acquises par les intéressés en cours de formation et d'emploi dans toutes les professions de santé, y compris chez les praticiens traditionnels• Examiner régulièrement les programmes d'études des écoles de médecine, de santé publique, des sciences connexes et des autres instituts de formation pour vérifier qu'ils sont bien tenus au courant des politiques nationales et des normes de prise en charge des cas• En collaboration avec les instituts appropriés, mettre sur pied la capacité dans le cadre du programme national de lutte antipaludique d'entreprendre des recherches opérationnelles interdisciplinaires sur des questions intéressant directement les objectifs de lutte et être en mesure d'analyser et d'interpréter les résultats et de fournir des orientations pour la modification des programmes, selon les besoins• Echanger les résultats de la recherche opérationnelle entre les pays de la région, notamment ceux qui ont des problèmes analogues ou des frontières et des intérêts communs |
|---|--|

DECLARATION DE LA TRENTE-TROISIEME SESSION ORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
DE L'OUA SUR LE DIFFEREND QUI OPPOSE
LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET AU ROYAUME-UNI

1. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), réunis en notre 33ème session ordinaire à HARARE, ZIMBABWE, du 2 au 4 Juin 1997, avons examiné d'une manière approfondie le différend qui oppose d'une part, la Jamahiriya Arabe Libyenne et d'autre part, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume Uni. En examinant ce problème, nous avons été guidés par les principes des chartes de l'ONU et de l'OUA appelant les Etats membres à régler leurs différends par les moyens pacifiques, par la voie du dialogue, de la négociation et des procédures légales, à respecter l'indépendance de tous les Etats membres et à s'abstenir de toute menace contre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et la sécurité de leurs citoyens.
2. Après avoir examiné les rapports du Secrétaire Général et du Comité ministériel de l'OUA sur le différend, nous avons pris note du fait que la Jamahiriya Arabe Libyenne a pleinement répondu aux demandes du Conseil de Sécurité de l'ONU telles que contenues dans sa résolution 731 (1992). En effet, la Libye a condamné sans équivoque le terrorisme, sous toutes ses formes, et tous ceux qui y ont recours ou l'encouragent et s'est montré disposée à apporter toute la coopération nécessaire à la Communauté internationale pour l'élimination de ce phénomène odieux. Cependant, il a été impossible pour la Libye d'extrader ses deux citoyens suspectés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie en 1988.
3. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, déplorant le maintien des sanctions contre ce pays, exprimons notre profonde préoccupation face aux préjudices humains et matériels que subit le peuple libyen. Nous soulignons que les conséquences néfastes des sanctions ne touchent pas uniquement le peuple libyen mais s'étendent également aux pays voisins et aux travailleurs africains venus d'autres pays du continent.
4. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, avons pris note, une fois de plus, de la disponibilité de la Jamahiriya Arabe Libyenne de coopérer pleinement à tout effort entrepris sur les plans régional ou international en vue de régler la crise. A cet égard, nous notons que le Gouvernement libyen a accepté l'initiative de la Ligue des Etats Arabes soutenue par l'OUA, le Mouvement des Pays Non Alignés et l'Organisation de la Conférence Islamique, préconisant un procès

juste et équitable des deux suspects libyens par des juges écossais et selon la loi écossaise, au siège de la Cour Internationale de Justice (CIJ). Nous demeurons convaincus que cette initiative, si elle est acceptée, constitue une solution pratique et est de nature à garantir un jugement juste et équitable où tous les intérêts des parties concernées seraient pris en compte. En effet, l'objectif de la résolution 731 (1992) n'est pas de violer la souveraineté de la Libye mais de servir la justice et de révéler la vérité. Nous déplorons vivement que jusqu'ici un pays ou deux des pays concernés aient fait montre d'indifférence à l'égard des initiatives qui leur ont été présentées en faveur d'une solution juste et équitable de la crise. Cette attitude a conduit à une impasse et, faute de procès, a mis tout le peuple libyen en otage depuis cinq ans. Il est ainsi soumis à une sanction collective pour une accusation qui n'a pas encore été justifiée et dont aucune preuve n'a été établie par les deux Etats concernés.

5. Pour contribuer à la recherche d'une solution rapide et juste au conflit, en étroite coopération avec la Ligue des Etats arabes, nous souhaitons vivement que le Conseil de Sécurité puisse examiner les voies et moyens de résoudre rapidement la crise et, à cet effet, lui soumettons les propositions suivantes adoptées conjointement avec la Ligue des Etats Arabes, et soutenues par le groupe des pays Non alignés:

1ère option : Tenir le procès des deux suspects dans un pays tiers et neutre, à désigner par le Conseil de Sécurité;

2ème option: Faire juger les deux suspects au siège de la Cour Internationale de Justice (CIJ) à la Haye, selon la loi écossaise et par des juges écossais;

3ème option : Mettre sur pied un Tribunal Pénal Spécial pour juger les deux suspects à la Haye, au siège de la CIJ.

6. Nous, Chef d'Etat et de Gouvernement, lançons un appel au Conseil de Sécurité pour qu'il retienne une des options proposées, ce qui permettrait de parvenir rapidement à un règlement définitif du différend. Dans le même temps, nous lançons un appel au Conseil de Sécurité pour qu'il lève les sanctions imposées à la Jamahiria Arabe Libyenne. Cela s'avère d'autant plus urgent que les conséquences des sanctions s'aggravent de plus en plus sur le peuple libyen et sur l'économie du pays. A cet égard, nous entérinons la position exprimée par le Conseil des Ministres lors de sa 64ème session ordinaire, tenue du 1er au 6 juillet 1996 à Yaoundé, Cameroun, et lors de sa 65ème session ordinaire tenue à TRIPOLI, Libye, du 24 au 28 février 1997, selon laquelle le maintien des

sanctions pourrait amener les pays africains à envisager les moyens d'éviter davantage de souffrances au peuple libyen. Dans cette perspective, nous chargeons le Secrétaire Général d'élaborer un plan pratique pour la mise en oeuvre de cette initiative.

7. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, tout en félicitant le Comité Ministériel en charge de la crise, pour les efforts qu'il a entrepris séparément ou en commun avec le Comité ministériel des Etats Arabes sur la Libye, l'encourageons à poursuivre l'exécution du plan d'action adopté par les deux comités en vue de parvenir à une solution appropriée de la crise. Dans le même temps, nous exhortons la Communauté Internationale et particulièrement le Conseil de Sécurité, à prêter attention au soutien dont bénéficie la position libyenne auprès des Organisations régionales et de nombreux Etats. Nous invitons le Conseil de Sécurité à décider, avant la levée de l'embargo, d'exempter de ces sanctions les vols de la compagnie aérienne libyenne dans un but humanitaire, y compris le transport par voie aérienne de l'aide fournie en nature à certains pays africains, les vols que nécessite l'accomplissement du rôle de la Jamahiriya dans son environnement africain et les vols effectués dans un but religieux.
8. Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, apprécions le soutien apporté à la Jamahiriya par les Etats africains, individuellement ou collectivement, en vue d'atténuer les effets négatifs de l'embargo.
9. Enfin, nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, tout en appréciant les efforts du Secrétaire Général, l'invitons à suivre la mise en oeuvre de la présente déclaration et d'en faire rapport à la prochaine session de la Conférence.

**DECLARATION DE HARARE DE LA CONFERENCE
DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT SUR LA
REFORME DU CONSEIL DE SECURITE**

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunis en notre Trente-troisième session ordinaire du 2 au 4 juin 1997 à Harare, Zimbabwe,

Réaffirmant la Déclaration que Nous avons adoptée à Tunis, Tunisie à notre Trentième session ordinaire sur la réforme du Conseil de Sécurité;

Réitérant la nécessité de démocratiser le Conseil de Sécurité et de le rendre plus efficace et transparent;

Convaincus de la nécessité d'élargir la composition du Conseil de Sécurité et de reformer son processus de prise de décisions;

Soulignant la nécessité impérieuse d'assurer une représentation géographique équitable au sein du Conseil de Sécurité;

Reconnaissant la responsabilité collective du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies;

DECLARONS CE QUI SUIT :

1. La composition du Conseil de Sécurité doit être démocratisée pour refléter l'augmentation du nombre des Etats membres de l'ONU;
2. Le Conseil de Sécurité doit être élargi pour compter 26 membres. L'élargissement du Conseil doit porter sur les deux catégories de membres, au profit des pays en développement et des pays africains en particulier;
 - a) L'Afrique doit disposer d'au moins deux sièges permanents. Ces sièges seront attribués à des pays sur décision des africains eux-mêmes, selon un système de rotation basé sur les critères de l'OUA actuellement en vigueur et sur les éléments qui viendraient ultérieurement améliorer ces critères.
 - b) L'Afrique doit également disposer de cinq sièges non permanents dans le Conseil de Sécurité élargi.

3. Les nouveaux membres permanents doivent avoir les mêmes prérogatives et les mêmes pouvoirs que les membres actuels.

A terme, les membres permanents doivent également être désignés par leurs régions respectives, et être élus par l'Assemblée Générale. Ce système d'élections périodiques des membres permanents du Conseil de Sécurité fera qu'en définitive les décisions du Conseil seront moins tributaires des intérêts strictement nationaux des divers membres.

4. Il est nécessaire de renforcer la transparence du Conseil de Sécurité, d'améliorer son fonctionnement, ses méthodes de travail, son processus de prise de décisions et ses relations avec les Etats non membres du Conseil. Nous faisons nôtres les mesures proposées dans le document approprié du Mouvement des Pays Non Alignés, adopté à New Delhi, le 8 avril 1997.
5. Il est également nécessaire de revoir périodiquement la structure et le fonctionnement du Conseil de Sécurité pour lui permettre de répondre d'une meilleure manière et avec plus d'efficacité aux nouveaux défis que pose le développement des relations internationales, en particulier en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales.
6. En adoptant cette position, Nous réaffirmons que :
 - a) Les efforts visant la restructuration du Conseil de Sécurité ne doivent pas être soumis à un calendrier imposé. Tout en reconnaissant la nécessité de traiter de toute urgence cette question, aucune décision ne doit être prise avant qu'un accord général ne soit réalisé.
 - b) La même importance doit être accordée à l'élargissement de la composition du Conseil de Sécurité et à l'amélioration de ses méthodes de travail.
 - c) Le recours au droit de veto doit être progressivement limité jusqu'à sa suppression.
7. Aux fins d'atteindre ces objectifs, Nous :
 - a) Chargeons le Groupe Africain à l'ONU, de continuer à examiner de manière approfondie, les propositions soumises au Groupe de

Travail à composition non limitée sur la restructuration du Conseil de Sécurité en vue de parvenir à un accord général qui tienne compte des intérêts de l'Afrique.

- b) Donnons mandat à nos Représentants Permanents auprès des Nations Unies à New York de continuer à défendre la position africaine commune et d'examiner en détail le concept et les modalités de la rotation ainsi que son application aux sièges permanents.**
- 8. Enfin, demandons aux Ministres africains de rester saisis de la question et de suivre son évolution.**

DECLARATION SUR L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunie en sa 33ème Session ordinaire à Hararé, Zimbabwe, du 2 au 4 juin 1997,

Consciente de l'important rôle que joue l'industrialisation dans la transformation économique d'une nation, et **notant avec préoccupation** la situation précaire des industries des pays africains,

Rappelant la motion de soutien à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel adoptée par la 31ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA tenue à Addis Abeba, Ethiopie, en juin 1995, et la Déclaration d'Abidjan d'Octobre 1996 créant l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique,

Consciente de la nécessité d'associer la Communauté des donateurs et les autres institutions des Nations Unies à la conception et à la mise en oeuvre des programmes de l'Alliance,

1. **DECIDE** de redoubler d'effort pour promouvoir le développement industriel durable afin de surmonter les contraintes économiques et sociales et d'obtenir une part plus importante du marché mondial, tel que stipulé dans le Plan d'Action de Lagos et dans le Traité Instituant la Communauté Economique Africaine;
2. **REAFFIRME** sa conviction que sans un développement industriel durable, les économies seront condamnées à une crise économique persistante, à la dépendance vis-à-vis de l'assistance humanitaire, ainsi qu'à l'aggravation de la pauvreté, au désespoir et aux troubles politiques avec des conséquences désastreuses pour la paix et la stabilité mondiales;
3. **NOTE** avec satisfaction le rôle majeur que joue l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel dans la mobilisation des forces communes des secteurs public et privé pour promouvoir une production industrielle compétitive, développer le partenariat industriel international et favoriser un développement industriel équitable sur le plan social et respectueux de l'environnement;

4. **APPRECIÉ** la portée des réformes notables entreprises par l'ONUDI au cours des dernières années et **LANCE UN APPEL** à la Communauté Internationale et aux partenaires au développement pour qu'ils renforcent l'Organisation et la maintiennent comme l'institution spécialisée des Nations unies chargée de promouvoir le développement industriel par le renforcement des capacités institutionnelles, les investissements, les technologies écologiquement rationnelles, le renforcement des compétences et la facilitation des partenariats et des initiatives pour soutenir la coopération industrielle mondiale dans les pays en développement et dans les pays en transition;
5. **PREND NOTE** des conclusions et des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du Programme de la Deuxième Décennie du Développement Industriel de l'Afrique (DDIA II) et approuve le Plan d'Action de l'Alliance pour l'industrialisation de l'Afrique comme mécanisme de mise en oeuvre d'un Programme réorienté pour la DDIA II;
6. **DEMANDE** aux Etats membres et aux Communautés Economiques Régionales, avec la participation totale du secteur privé en Afrique et avec le soutien technique de l'ONUDI et d'autres organisations internationales concernées, d'élaborer des plans d'action nationaux et régionaux pour l'Alliance.
7. **APPROUVE** la création d'un groupe de parrainage pour l'Industrialisation de l'Afrique, composé de cinq Chefs d'Etat et de Gouvernement;
8. **APPROUVE** la création d'un Comité Directeur, y compris sa structure, sa composition, les comités techniques et le Secrétariat d'appui, chargé de coordonner et d'orienter les activités de l'Alliance et d'élaborer des stratégies pour promouvoir l'Alliance en Afrique, dans les autres régions en développement et dans les pays développés;
9. **INVITE** tous les pays africains à prendre les mesures appropriées au niveau national pour incorporer les objectifs de l'Alliance dans leurs programmes de coopération multilatérale et bilatérale;
10. **DEMANDE** au Directeur Général de l'ONUDI, en collaboration avec le Secrétaire Exécutif de la CEA et le Secrétaire Général de l'OUA, d'organiser, de préférence avant la fin de 1998, une réunion des donateurs sous les auspices de la Banque Africaine du Développement, en coopération avec la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le Programme des Nations Unies pour le Développement, afin de décider des mesures à prendre pour le financement des programmes élaborés dans le cadre du Plan d'Action pour l'Alliance pour l'Industrialisation de l'Afrique.

Décisions

AHG/Dec.120 (XXXIII)

**Déclaration de Harare sur la Prévention
et la lutte contre le paludisme**
Doc. CM/1999 (LXVI) Add.4

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement:

- (i) **PREND NOTE** de l'intervention du Représentant du Zimbabwe qui a présenté ce point;
- (ii) **PREND EN OUTRE NOTE** du soutien des Etats membres de l'OUA à l'urgente nécessité d'accélérer la prévention et la lutte contre le paludisme en Afrique;
- (iii) **ADOpte** la Déclaration de Harare sur la Prévention et la lutte contre le paludisme et le Plan d'Action qui y est annexé.

AHG/Dec.121 (XXXIII)

MOBILISATION DE L'AFRIQUE EN FAVEUR DE
L'ALLIANCE POUR L'INDUSTRIALISATION DU CONTINENT
DOC. CM/1999 (LXVI) ADD.6

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement:

- (i) **PREND NOTE** de l'intervention du Représentant de la Côte d'Ivoire qui a présenté ce point;
- (ii) **PREND NOTE** de la déclaration du Président de la treizième session ordinaire de la Conférence des Ministres Africains de l'Industrie (CAMI 13), le Ministre du Commerce et de l'Industrie du Ghana, sur les résultats de la Conférence;
- (iii) **ADOpte** la Déclaration sur l'industrialisation de l'Afrique élaborée par la CAMI 13.

**Sur le Centre Régional des Nations Unies
pour la Paix et le Désarmement en Afrique
(Doc. CM/1999 (LXVI) Add.1**

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement:

- a) **PREND NOTE** du Rapport;
- b) **FELICITE** le Centre Régional pur les activités jusqu'ici menées pour favoriser le dialogue aux niveaux régional et sous-régional et promouvoir la diffusion de l'information sur la paix, la sécurité et le désarmement en Afrique nonobstant ses moyens financiers limités;
- c) **REAFFIRME** la nécessité du maintien en activité et de la revitalisation dudit Centre, conformément à son mandat, et la nécessité pour ce centre à travailler, en étroite collaboration avec le Mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, à la promotion de la diplomatie préventive, du règlement pacifique des conflits, du désarmement, de la paix, de la sécurité et d'activités d'ordre humanitaire;
- d) **INVITE** les Etats africains, les Organisations sous-régionales d'Afrique et la Communauté Internationale à verser au Fonds d'affectation spéciale des contributions volontaires en vue de permettre au Centre Régional de mener à bien son programme d'activités et d'améliorer ses prestations;
- e) **PRIE** le Secrétaire Général de l'ONU de pourvoir à la nomination d'un Directeur basé au Siège du Centre et de prendre les dispositions appropriées permettant à ce dernier d'assumer ses responsabilités;
- f) **PRIE** également l'Assemblée Générale de l'ONU d'inviter le Secrétaire Général de l'ONU à prendre les mesures administratives nécessaires pour assurer, entre autres, le fonctionnement du Centre, en tenant compte du rôle que doit jouer le Centre dans le cadre de la prévention des conflits et du maintien de la paix et de la sécurité en Afrique;
- g) **INVITE** le Secrétariat Général de l'OUA et le Centre Régional à renforcer la coopération non seulement entre les deux institutions mais aussi entre le Centre Régional et les Organisations régionales et sous-régionales oeuvrant dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement, notamment le Comité

consultatif permanent de l'ONU pour les questions de sécurité en Afrique Centrale;

- h) **INVITE** également le Secrétariat Général de l'OUA et le Centre à entreprendre des démarches auprès des Pays donateurs et des institutions et Fondations internationales en vue de la mobilisation des fonds nécessaires à la redynamisation et au bon fonctionnement du Centre;
- i) **DEMANDE** au Secrétaire Général de l'OUA de lui rendre compte à sa 34ème session de l'application de la présente décision.

DECISION SUR LE DIXIEME RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES
DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME
ET DES PEUPLES

La Conférence :

1. **APPROUVE** le 10ème rapport annuel d'activités de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et en autorise la publication;
2. **FELICITE** la Commission Africaine pour l'excellent travail accompli et l'encourage à poursuivre l'exécution de son mandat de promotion et de protection des droits de l'Homme et des Peuples au sein des Etats membres;
3. **INVITE** tous les Etats membres à coopérer avec la Commission Africaine dans l'accomplissement de sa mission en général et dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Maurice (1996-2001) visant à renforcer la promotion et le respect des droits de l'homme et des peuples en Afrique;
4. **CONSTATE** l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la Commission Africaine et **DEMANDE** aux organes compétents de l'OUA de prendre les dispositions nécessaires, chacun en ce qui le concerne, pour doter la Commission Africaine dans les meilleurs délais, des ressources humaines et financières adéquates pour assurer son fonctionnement efficace;
5. **DEMANDE** qu'un rapport soit présenté à la 34ème session sur la mise en oeuvre de cette décision.

Décision adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement
de la Commission économique africaine à sa première session ordinaire,
tenue le 3 juin 1997 à Harare

AHG/AEC/Dec.1 (1)

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement:

Vu le Traité Instituant la Communauté Economique Africaine,

Vu la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine,

**Considérant la décision CM/Dec.316 (LXV) du Conseil des Ministres de l'OUA,
relative à la première session de la Commission Economique et Sociale (ECOSOC) de
l'OUA/Communauté Economique Africaine,**

1. ADOPTE:

- i) les recommandations de la première session de la Commission Economique et Sociale (ECOSOC) de la Communauté tenue à Abidjan, Côte d'Ivoire, les 20 et 21 novembre 1996;
- ii) le Protocole sur les relations entre la Communauté Economique Africaine et les Communautés Economiques Régionales;
- iii) le Programme de travail de l'ECOSOC;

2. AUTORISE le Secrétaire Général de l'OUA/Communauté à signer, au nom de tous les Etats membres, le Protocole sur les Relations entre la Communauté Economique Africaine et les Communautés Economiques Régionales;

3. DISSOUT le Comité Directeur Permanent de l'OUA sur les questions économiques.

4. EXHORTE les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à signer et/ou ratifier le Traité Instituant la Communauté Economique Africaine;

5. EXHORTE EN OUTRE les Communautés Economiques Régionales à s'assurer que les questions relatives à l'intégration économique africaine soient à l'ordre du jour des sessions de leurs communautés respectives;

6. DEMANDE aux Etats membres concernés d'identifier la Communauté économique qui servirait de pilier régional à la Communauté Economique Africaine.
